

**EXCLUSIF : LE RAPPORT
DES EXPERTS SOVIETIQUES**

TCHER

La catastrophe de Tchernobyl, la plus grave des temps modernes, n'a fait officiellement que trente-sept morts. Fin politique, Gorbatchev avait fait d'un mal un bien et s'en était servi comme d'une rampe de lancement de la glasnost. Aujourd'hui, quatre ans après, la réalité apparaît tout autre : une immense région rayée de la carte, un coût de la décontamination exorbitant, des mesures insuffisantes, des conséquences tragiques sur la santé des Biélorusses, des Ukrainiens et des Russes. Quatre millions de personnes sont concernées, et il faudrait évacuer d'urgence 1 million d'entre elles ! C'est du moins ce qu'établit le rapport officiel d'une commission du Gosplan — le ministère de la Planification soviétique — dont nous révélons le contenu.

**UNE ENQUETE DE
MARIE-JEANNE BERNA
ET NICOLE IVASSENKO**

Un jour on vous dit : n'allez plus dans ce bois, ce lac, ils sont maudits ! C'est une nouvelle tache de contamination qu'on vient de découvrir, 100, 200 curies (1) au kilomètre carré. Alors, on perd le goût de la vie, pour nous, pour nos enfants. A quoi ça sert de mettre des enfants au monde s'ils ne peuvent pas tenir dans leurs mains une fleur, manger un fruit, sans goûter à la mort ? » Sacha est un jeune ouvrier de Briansk qui a participé à la décontamination de la centrale de Tchernobyl. Pour lui, « l'avenir, c'était hier, quand la vie avait un sens ». Il n'aura pas d'enfant, parce qu'il a peur : il ne sait pas quel poison est dans l'air qu'il respire, les choses et les objets qu'il touche, la nourriture qu'il prend. Il ne sait pas plus quel poison est en lui. Jusqu'à quel point il a été, il est irradié. Comme lui, des millions d'hommes et de femmes ont peur, parce qu'ils vivent dans des territoires contaminés. Ils pataugent dans les curies, en ingèrent, quotidiennement, dans leur nourriture. Depuis quatre ans.

MEUSONGES. Les chiffres donnés par la très officielle commission du Gosplan sont formels : 3 883 300 personnes vivent dans des régions contaminées de 5 à plus de 40 curies au kilomètre carré ! Chiffres que viennent confirmer les récentes déclarations du vice-président de la commission soviétique de l'Environnement. « Quatre millions de personnes vivent encore dans des zones où la radioactivité est élevée, voire gravement élevée. » Parmi eux, il faudrait, au minimum, selon Boris Kourkin, membre de la commission « Tchernobyl » du Gosplan, en évacuer, d'urgence, 1 million. Ceux qui vivent dans les zones les plus radioactives.

Encore, pour ce faire, faudrait-il imaginer des plans d'action sensés, basés sur des données

LA VERITE SUR NOBYL

exactes, au moins en ce qui concerne les degrés d'irradiation. Mais c'est loin d'être le cas. Les républiques d'Ukraine, de Biélorussie et de Russie ont présenté, chacune séparément, au gouvernement soviétique un programme « de liquidation des conséquences de l'accident de Tchernobyl pour les années 1990-1995 ». Au total, trois gros dossiers qui, sur l'ordre n° 3 du Gosplan, en date du 8 janvier 1990, ont été examinés par une commission d'experts, qui ont rendu leurs conclusions le 27 février. C'est ce rapport que nous publions en exclusivité dans nos colonnes. Il donne pour la première fois une vision officielle globale et sans fard de la situation réelle : il est consternant. A le lire, on est saisi d'effroi, et une première question assaille l'esprit : mais comment vont-ils faire pour s'en sortir ? Par quel improbable miracle vont-ils pouvoir trouver des solutions à une situation si mal gérée, explosive ?

Mais comment a-t-on pu en arriver là ? Par le mensonge, principalement. En témoignant d'un effroyable mépris pour la population. L'irresponsabilité, le mensonge généralisé, la sous-estimation de l'accident ont considérablement aggravé la catastrophe, ses conséquences écologiques, médicales et sociales. C'est une des leçons de Tchernobyl, que nos nucléocrates devraient méditer : cacher la vérité, minimiser les risques et les faits conduit inmanquablement au désastre.

Aujourd'hui, devant l'ampleur et la complexité des problèmes, les sommes colossales nécessaires (« Les moyens financiers, en Union soviétique, ne seront jamais suffisants pour faire face à cette tragédie et ses conséquences. Seule l'aide internationale peut contribuer à une partie de sa résolution », estime Serguei Petelin, l'un des



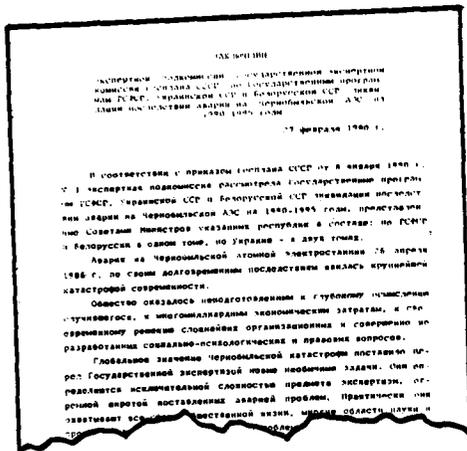
**Quatre ans
après, les
conséquences
ne sont toujours
pas maîtrisées**

principaux responsables du « Téléthron » du 26 avril) et, surtout, devant la peur et la colère d'une population qui a perdu « jusqu'au goût de vivre, parce qu'on ne lui a jamais dit la vérité sur sa santé et celle de ses enfants », dixit le rapport du Gosplan, l'heure est à la transparence : regardez, voilà Tchernobyl. On regarde, et ce qu'on voit est terrifiant. Sept mille personnes seraient décédées des suites directes de l'exposition aux radiations. « Un chiffre qui n'est pas abusif », estime un médecin qui s'est rendu, au début de l'année, en Ukraine (*Libération* du 27 février). D'autres, qui se fondent sur une étude médicale, réalisée sur 1 500 ouvriers ayant travaillé vingt mois sur le site de Tchernobyl, parlent de 30 000 morts. Quarante-vingts de ces ouvriers sont décédés, les autres sont pour la plupart malades. Moyenne : 5 % de décès. Si on l'applique aux 650 000 « liquidateurs » qui ont participé à la décontamination de la centrale, même s'ils n'ont pas tous reçu les mêmes doses de radiations, on peut, effectivement, craindre le pire.

SECRET. Mais le plus terrible ne réside pas dans le nombre de morts. Ni dans le coût économique, pourtant exorbitant, de cette catastrophe : jusqu'à 235 milliards de roubles d'ici à l'an 2000 (2 350 milliards de francs)... sans compter le coût des maladies consécutives !

Un chiffre dont on peut mesurer toute l'énormité en le comparant au salaire moyen d'un Soviétique, 250 roubles, en sachant qu'une personne sur sept en URSS vit avec moins de 60 roubles par mois.

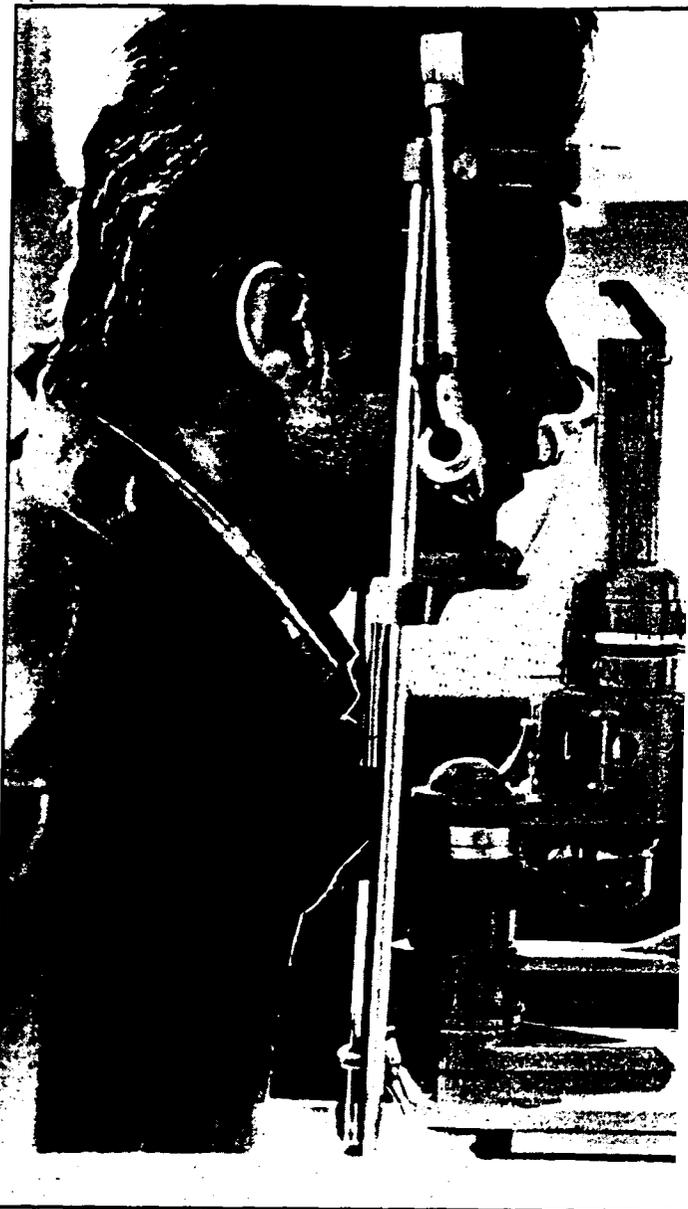
Non, le plus grave est ailleurs : quatre ans après les faits, les conséquences médicales de l'accident ne sont toujours pas maîtrisées, et ne sont pas près de l'être.



◆◆◆
 Au manque catastrophique d'équipements sanitaires et médicaux, de technologies appropriées, d'appareillages de mesure, aux difficultés d'approvisionnement en aliments propres, en matériel de chauffage non pollué, s'est ajoutée la terrible chape de plomb du secret. Le 27 juin 1986, une circulaire du ministère de la Santé a imposé le secret aux fonctionnaires et aux médecins sur le degré d'irradiation du personnel ayant participé à la décontamination de la centrale et des territoires touchés. Et sur les soins médicaux apportés aux populations. Selon un rapport de Médecins du monde, et de l'association Les enfants de Tchernobyl, en date du 20 mars, « cela a conduit à l'établissement de faux diagnostics, ainsi qu'à la minimisation des doses de radiations reçues par la population ». Résultat : comme il n'y a aucune donnée sérieuse permettant d'établir l'état de santé de la population et en particulier des enfants, des millions de gens sont plongés dans une angoisse immense, que les experts du Gosplan ont baptisée « complexe de Tchernobyl », et qui se traduit « par une perte du sens de la vie ». En outre, que peut-on guérir quand on ignore de quoi les gens sont atteints, quelle dose de radiations réelle ils ont subie, et quand il n'y a pratiquement aucun suivi médical ?

URGENCE. Nier les radiations et leurs conséquences n'a bien sûr pas empêché l'accroissement des maladies. Comme vient de le reconnaître le nouveau ministre de la Santé d'Ukraine, nommé fin 1989, Youri Spigenko : « Il y a eu beaucoup de mensonges autour de Tchernobyl. Ainsi, mon prédécesseur n'a pas dit tout ce qu'il savait. Je voudrais lever l'interdiction faite aux médecins de révéler les doses reçues, mais cela ne dépend pas de moi. Maintenant, il faut le dire : les aspects médicaux sont très graves. » De toute urgence, il faudrait organiser une aide médicale internationale et évacuer les gens vivant dans les zones contaminées. « La plainte de ces gens est hurlante », nous disent tous les témoins qui en reviennent. Pourrions-nous rester sourds à une telle souffrance ? **M.-J. B. et M.L.**

■ 1. Unité de mesure qui caractérise l'activité radioactive de la source de rayonnement. A 15 curies au kilomètre carré, il faut évacuer la population, selon les normes soviétiques.



Le 27 juin 1986, une circulaire du ministère de la Santé impose le secret aux fonctionnaires et aux médecins.
 Photo Tass/Gamma.

LES EXTRAITS DU RAPPORT DU GOSPLAN

Conclusions de la sous-commission d'experts de la commission d'experts d'Etat du Gosplan de l'URSS pour les programmes d'Etat des Républiques russe, ukrainienne, biélorusse de l'Union soviétique, concernant la liquidation des suites de l'accident à la centrale électrique atomique de Tchernobyl pour les années 1990-1995.

27 février 1990

UN « TELETHON » INTERNATIONAL

« Tchernobyl, c'est effroyable. Nous avons vu des choses terribles pendant tout le temps du tournage. Une population terrassée par la peur, les maladies. Ce 28 mars, sur la route qui mène à la centrale, j'ai mesuré moi-même le taux de radioactivité, il était dix mille fois supérieur au taux normal ! Pourtant, on a enlevé des tonnes de terre contaminée sur cette route, on l'a remplacée par des tonnes de terre propre et recouverte d'asphalte. Rien n'y fait : la radioactivité remonte des entrailles de la terre. » Anatoly Morgounov est journaliste à la télévision soviétique. Il fait partie de l'équipe qui prépare activement le « Téléthon » international du 26 avril. L'émission est conçue en trois parties. D'abord, une reconstitution chronologique des événements. Deuxième partie, « Les liquidateurs ». C'est-à-dire les travailleurs qui ont participé à la décontamination du site. « Quatre ans après, nous avons des documents terrifiants sur ce qu'ils sont devenus, malades, invalides, ils ont besoin d'une aide médicale et sociale urgente », insiste Anatoly. Troisième partie, la situation en Biélorussie, la région la plus touchée. « Deux tiers du territoire ne sont plus vivables. Les gens ne peuvent plus boire l'eau, le lait, cultiver le jardin, se promener ; et ils le font quand même ! Parce qu'ils n'ont pas le choix. Il faudrait des sommes colossales pour faire face aux problèmes d'approvisionnement, d'évacuation, pour construire de nouveaux villages, des hôpitaux. Nous n'y arriverons pas sans l'aide de tout le pays, sans l'aide internationale », conclut Anatoly Morgounov.



UN BILAN ERRONE

L'accident survenu à la centrale électrique atomique de Tchernobyl le 26 avril 1986 est, de par ses conséquences durables, la catastrophe la plus importante des temps modernes.

Lors du rapport soviétique au Magate (Vienne 1986), il avait été indiqué que, en résultat final de l'accident de la centrale électrique atomique de Tchernobyl, le milieu externe avait reçu 50 millions de curies de radionuclides divers, dont 1 million de curies de césium 137. Lors de la Conférence internationale sur la sécurité des centrales atomiques électriques (Dagomysk, novembre 1989), des remarques ont été faites stipulant que la radioactivité rejetée en césium avait été supérieure aux chiffres ci-dessus. Ces évaluations données par d'autres spécialistes témoignent que les valeurs obtenues par eux diffèrent de celles des Soviétiques.

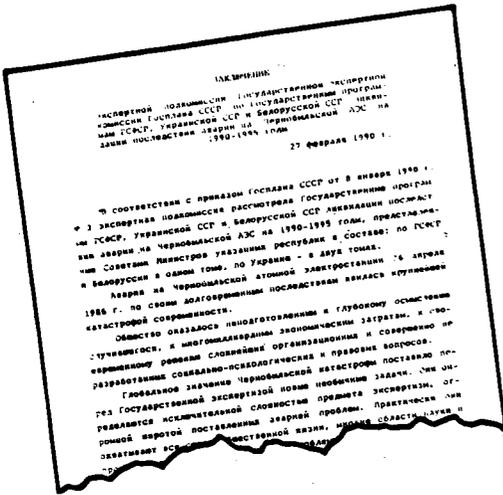
	Iode 131	Césium 137
URSS (chiffres Magate)	7,3	1,0
Modèle européen	4,9	1,0
Etats-Unis	14,4	2,4

2,5 MILLIONS DE KM² CONTAMINES

Les conditions météorologiques, c'est-à-dire les mouvements du vent, ainsi que les processus complexes de brûlage des radionuclides dans la zone active détruite (où la température montait jusqu'à 2 500 degrés centigrades) ont dessiné jusqu'au printemps 1986 une image très complexe de la pollution radioactive de très grandes étendues du pays. (...) D'après les données du Comité d'Etat pour la météorologie de l'Union soviétique, le résultat de l'accident de la centrale de Tchernobyl a été la pollution radioactive de quatre régions de la république de Russie, cinq régions de la république d'Ukraine, et de cinq régions de la Biélorussie. (...) En décembre 1989, l'état du territoire pollué par le césium 137 se présentait comme suit :

	Entre 5 et 15 curies	15-40	+ 40	Total
Russie	454 000	235 000	36 000	725 000
Ukraine	235 500	74 000	68 000	377 500
Biélorussie	720 200	406 000	221 000	1 347 200
Total	1 409 700	715 000	325 000	2 449 700

$$1 \text{ ha} = 10000 \text{ m}^2 = 0,01 \text{ km}^2$$



♦♦♦
 (...) En outre, des terres agricoles ont été polluées par du césium 137, sur une échelle inférieure à 5 curies par kilomètre carré. En Russie, région de Briansk : 183 000 hectares. En Ukraine : 33 316 hectares. En Biélorussie : 914 000 hectares. (...) On trouve également des taches dans les pays baltes.

PRES DE 4 MILLIONS DE PERSONNES TOUCHÉES

La population dans les régions polluées est, d'après les données fournies par les différentes républiques, répartie comme suit :

Z 788 733 Nombre d'habitants concernés (pollution calculée en curies/km²)					
	Moins de 5 curies	5-15	15-40	+ 40	Total
Russie	109 000	73 500	109 700	5 200	297 400
Ukraine	1 227 300	204 200	29 700	19 200	1 480 400
Biélorussie	1 734 000	267 200	94 600	9 400	2 105 200
Total	3 070 300	544 900	234 000	33 800	3 883 000

COUT : 2 500 MILLIARDS DE FRANCS

Du point de vue des rayonnements dans l'atmosphère, Tchernobyl n'est pas seulement un accident, c'est globalement une catastrophe qui, d'après les estimations de certains savants soviétiques, coûtera au pays 180 à 250 milliards de roubles (2 500 milliards de francs. NDLR) d'ici à l'an 2000, et cela sans compter les pertes qui seront liées aux maladies induites pour les personnes touchées par les radiations.

CE QU'IL EST PREVU DE FAIRE

Les trois programmes des républiques concernées prévoient :

- pour la région de Briansk, le déplacement de 14 points habités (3 277 personnes) et, en 1992, d'encre 14 points habités (1 448 personnes) ;
- pour l'Ukraine, l'évacuation d'ici à 1993 de 19 points habités (4 473 personnes) et de ceux qui en auront émis le souhait pour les territoires où la pollution atteint 10 curies au kilomètre carré ;
- pour la Biélorussie, l'évacuation pour les années 1990-1991 des points habités où la dose de radiation intégrée en soixante-dix ans peut



LE LIEUTENANT-COLONEL « IL FAUDRAIT EVACUER ! »

Boris Kourkin est professeur de droit international, lieutenant-colonel et membre de la commission « Tchernobyl » du Gosplan, dont nous publions les extraits du rapport.

■ **POLITIS : Quelle est la situation actuelle à Tchernobyl et dans les zones contaminées ?**

BORIS KOURKIN : C'est pire que tout ce qu'on peut imaginer. Il n'y a pas longtemps qu'on a réalisé l'ampleur de la catastrophe. On vient juste de découvrir de nouvelles taches d'empoisonnement en Russie. Ce n'est qu'au cours de l'été dernier qu'on s'est mis à en parler, à le reconnaître dans les cercles officiels. Briansk, Oriol, Kalouga, Toula, Smolensk sont contaminés. Dans ces régions,

il faudrait évacuer les gens. Il est inutile de décontaminer parce que la radioactivité se renouvelle sans cesse. Si on prend les normes de la Suède, soit 3 curies au kilomètre carré, ce sont 64 millions de personnes qu'il faudrait évacuer.

■ **Quelles normes sont appliquées en URSS ?**

Elles varient ! Aujourd'hui, elles ont augmenté. Les normes dépendent des possibilités économiques de l'Etat. Si cela coûte trop cher, on augmente les normes.

■ **Quelle région a le plus souffert de la contamination ?**

60 % de la radioactivité est restée en Biélorussie. Là-bas, la situation est épouvantable. Il faudrait, de toute urgence, évacuer 1 million de personnes.



*Des animaux qui naissent avec d'horribles malformations, des plantes monstrueusement belles. C'est l'image publique de la catastrophe. Celle d'un dérèglement, d'une anomalie... Mais la réalité, l'image profonde, c'est celle de ces « squatters » qui, plutôt que de vivre dans une banlieue éloignée, ont préféré revenir dans la zone... Un apprentissage de la mort, l'avenir radioactif...
Photo AFP.*

DRIS KOURKIN : UN MILLION DE PERSONNES »

Mais la décision administrative est loin d'être prise.

■ **Vous pensez que les gens qui vivent là sont condamnés à être malades ?**

Oui. C'est obligé. Ils sont condamnés. Jusqu'à présent, il y a eu une politique très légère, très cynique. Dans les médias, par exemple, on sous-estimait Tchernobyl et ses conséquences. Tout ça commence à changer un peu.

■ **Quelle est la situation sociale et médicale des « liquidateurs », ces travailleurs qui ont participé à la décontamination du site ?**

Epouvantable. Ces gens-là ne sont pas suivis médicalement. Sur les 650 000 personnes qui ont travaillé à la « liquidation » de Tchernobyl, un peu plus de

un millier seulement sont suivies. Pour les autres, les fonctionnaires ont décidé que leurs maladies n'étaient pas dues à leur travail à Tchernobyl.

■ **Tchernobyl a coûté combien à l'Etat ?**

Au moins 200 milliards de roubles. Et ce n'est pas fini.

■ **Est-ce que le gouvernement peut y faire face tout seul, sans l'aide internationale ?**

Le gouvernement est dans une situation très difficile. Jamais les conséquences de Tchernobyl ne s'effaceront. Elles dureront jusqu'à la fin du monde. Je voudrais que les Français se rendent compte de cette situation et qu'ils prient pour nous.

Propos recueillis par
M.-J. B. et M.L.

être égale à 70 rems ou plus, soit 17 083 personnes.

Ils prévoient également l'évacuation des personnes qui se trouvent sur des points de pollution de 40 curies au kilomètre carré et plus. Il s'agit de territoires où l'on recommande de ne plus produire de produits agricoles et où les conditions de vie matérielle ne sont plus assurées (4 685 personnes). Est prévue aussi, pour 96 508 personnes habitant des lieux contaminés de 15 à 40 curies au kilomètre carré, la possibilité de choisir entre un déplacement ou l'obtention d'une compensation en avantages financiers et sociaux.

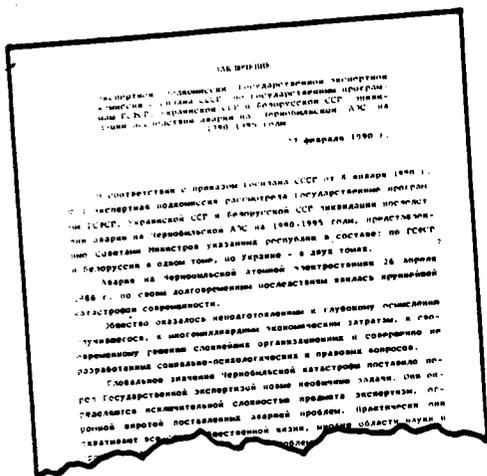
Dans les républiques d'Ukraine et de Biélorussie, il est recommandé de cesser l'exploitation agricole sur les terres où la contamination a été de plus de 40 curies au kilomètre carré, et de boiser ces terres.

Sur les terres avec une densité de pollution allant jusqu'à 40 curies au kilomètre carré, il est prévu une reconversion de l'agriculture. Pour la population habitant toujours sur les territoires contaminés, les programmes prévoient un système d'avantages matériels et financiers. Dans la République russe, la somme globale des dépenses, par an, représente 250 millions de roubles. Pour l'Ukraine, elle représente 2,562 milliards de roubles. Pour la Biélorussie, elle représente 2,821 milliards de roubles.

L'ECHEC DE LA « DESACTIVATION » DES SITES HABITES

La population se trouvant sur les territoires contaminés a été, dans la plus grande partie des cas, privée de moyens dosimétriques dans les premiers jours suivant la catastrophe, puisque les dosimètres n'existaient pas dans le pays en quantité suffisante. Cette situation concernant la détermination individuelle d'irradiation existe également aujourd'hui. C'est pourquoi la population ne connaît pas le niveau exact de l'irradiation, ce qui provoque une tension socio-psychologique ainsi qu'un profond mécontentement légitime.

L'expérience de la désactivation des sites habités dans les années 1986 à 1989 a montré que cette mesure se trouve être très coûteuse et demande beaucoup de main-d'œuvre. En moyenne, pour une journée de désactivation, on dépense près de 1 million de roubles, ce qui veut dire que, pour le temps qui s'est écoulé depuis l'accident, il a été dépensé plus de 1 milliard de roubles. Pour la mise en pratique de la désactivation il a fallu employer beaucoup de personnel du ministère de la Défense d'Union soviétique, près de 200 000 personnes. Ce personnel a donc reçu des doses de radiations diverses. Or l'efficacité de la désactivation n'a pas été très élevée. Quelques mois après, il a été constaté que la contamination a peut-être été ramenée au niveau



◆◆◆

initial. C'est-à-dire que la désactivation des sites habités ne peut pas être considérée comme une mesure garantissant la possibilité pour la population d'y vivre sans danger. (...) En conséquence, il faut cesser immédiatement la conduite d'une désactivation à grande échelle.

ON A PERDU BEAUCOUP DE TEMPS

L'étude de la situation sur les lieux montre qu'en ce qui concerne les trois républiques on a perdu beaucoup de temps et de possibilités (...). Aujourd'hui, on ne connaît toujours pas les valeurs réelles de la contamination du territoire par le strontium, le plutonium et les particules chaudes. L'information détaillée concernant le césium est également insuffisante. Les moyennes de la contamination du territoire cachent d'énormes différences.

Par exemple, dans le village de Polesk, en Ukraine, il y a une densité de contamination de 24 curies au kilomètre carré, d'après les données de la météorologie soviétique, mais d'après la société locale, Kombinat, les valeurs varient de 15 à 112 curies au kilomètre carré, et, dans certains endroits, cette valeur atteint 300 curies au kilomètre carré.

Selon elle, la densité de pollution en césium est de 67 curies au kilomètre carré, l'intensité des irradiations gamma, sur 40 % du territoire de Polesk, est supérieure à 80 ~~rad/h~~ et, sur un tiers des potagers de ce village, elle atteint 120 ~~rad/h~~. C'est-à-dire respectivement des taux de quatre à six fois plus élevés que la limite du niveau tolérable.

Or les résultats obtenus par la société locale Kombinat sont, indéniablement, beaucoup plus représentatifs de la réalité, puisqu'ils sont obtenus sur la base d'analyses très détaillées du territoire, c'est-à-dire au vu de 1 700 échantillons, alors que la météo locale n'a procédé qu'à 200 échantillonnages.

L'exemple de Polesk est tout ce qu'il y a de plus typique, non seulement de la situation en Ukraine, mais aussi de la situation en Biélorussie, et de Briansk, en Russie.

Par ailleurs, les données officielles obtenues à ce jour ont trait uniquement au césium, exceptionnellement au strontium, mais il y a absence totale de résultats concernant les autres radionuclides. (...) Pratiquement, il n'est pas possible de

mettre au point une conception de programme et une stratégie d'actions fondées, puisque le détail de la situation dans chaque point n'est pas connu.

UNE PEUR TRÈS DIFFÉRENTE DE LA RADIOPHOBIE

Dans aucun des programmes il n'est question du programme médical et de l'aide aux personnes ayant été évacuées après avoir reçu des doses significatives d'irradiations. Il n'est pas prévu d'aide médicale ou sociale aux civils ou militaires qui ont travaillé dans les zones de forte pollution lors de l'avarie, ce qui représente des centaines de milliers de personnes, et bien que les doses reçues soient tout ce qu'il y a de plus significatif sur le plan biologique... L'inquiétude pour la santé et la vie est exprimée très vivement, surtout dans les cas où la discussion concerne le destin des enfants.

Cette peur est très différente de ce qu'on appelle la radiophobie (qui suppose une exagération malade du danger). Elle est au contraire tout à fait adéquate à la situation radiologique, elle crée et constitue une impulsion normale d'autodéfense. Cette peur est augmentée par la prise de conscience que quatre années se sont écoulées depuis l'accident, période pendant laquelle l'organisme a été continuellement soumis à l'action des radionuclides.

UNE MIGRATION DU PHÉNOMÈNE

La question la plus importante, nécessitant la mobilisation des scientifiques, est, du point de vue de l'expertise, le pronostic de la migration future du césium 137, du strontium 90 et du plutonium dans les régions écologiques de la biosphère, dans les sites paysagés et autres systèmes écologiques.

Des voyages d'experts sur les lieux, ainsi que des contrôles du niveau des rayonnements gamma dans différents sites paysagés géochimiques de la région de Briansk et de Biélorussie, il résulte avec certitude qu'un processus de migration spatiale et une redistribution du césium 137 ont lieu, et ce sur les éléments du micro et du mésorelief, ainsi que dans le système sol-plantes... Il a été observé une migration biochimique active du césium dans les plantes poussant sur des sols marécageux.

Les tentatives d'abaissement du niveau de la radioactivité des sols par un apport plus élevé d'engrais minéraux et de chaux, malgré certains résultats indéniables, mènent à un accroissement de la présence de nitrates.

De ce qui précède résulte la probabilité d'une augmentation générale du fond biogéochimique en césium et en strontium. De là résulte la difficulté objective d'obtention d'une production agricole propre sur les territoires pollués.

◆◆◆

Tchernobyl. Autrefois centre régional, c'est aujourd'hui le cœur de la zone qui a été rayé de la carte administrative de l'URSS, à 18 kilomètres du lieu de l'explosion. La vie, en apparence normale, y est fiévreuse. La bibliothèque et la pharmacie, la maison de la culture et la poste... Tout fonctionne. Dans les kiosques, on trouve facilement *Ogoniok* et les principales revues soviétiques. Chocolat, beurre, lait stérilisé, pâte dentifrice et savon... Tout ce qui, ailleurs, manque, se trouve à Tchernobyl. L'eau minérale et les instruments permettant de supprimer la radioactivité des tissus, métaux, bois et plastiques sont distribués gratuitement. Dans l'ancien cinéma, rebaptisé « Stalker », on a installé une salle vidéo et une discothèque. L'UP « Kombinat » (une section spéciale d'information) a sa station de radio et son journal, *L'équipe des travailleurs*, où l'on évoque la lutte contre les maraudeurs et les bouillleurs de cru (dans la zone, l'alcool est interdit) ; on y parle du statut de l'association des personnes ayant participé à la lutte contre les séquelles de la catastrophe (les « liquidateurs »), qui est en train de se mettre en place, des problèmes d'organisation et de la mauvaise qualité de la nourriture. Bref, la zone vit sa vie, une vie où le quotidien et l'ordinaire des Soviétiques plongent dans un univers de science-fiction, où les poissons, plus gros qu'ailleurs, feraient rêver n'importe quel pêcheur, où les treilles des maisons abandonnées sont prises d'assaut par les fraisiers sauvages. Les merises, les cerises, les prunes, les pommes et les poires font ployer les branches des arbres dont plus personne ne s'occupe. Les « squatters », ceux qui ne se sont pas acclimatés à leur nouveau logement, sont

À AU CŒUR DE LA « ZONE »



Aujourd'hui, à Tchernobyl, la radioactivité est omniprésente. Cela n'a pas empêché le retour des familles évacuées après la catastrophe. Photos Gamma, AFP et APN/Gamma.



dans leurs villages radioactifs. Ils fauchent l'herbe radioactive, nourrissent leur bétail et chauffent leur poêle avec le bois des forêts où il est interdit de pénétrer sans vêtements de protection. Tandis que, le matin, une odeur persistante de brûlé flotte dans les cantines, les poissons et les fruits agrémentent les tables, le soir, dans les appartements transformés en foyers : les « nuclides » n'abîment pas le goût des aliments. A Tchernobyl, les hommes font aussi la cour aux femmes, qui le leur rendent bien. Ils font des enfants dont le futur est encore inconnu des autorités de l'Institut de biophysique du ministère de la Santé d'URSS.

Les natifs de la zone, les ouvriers des chantiers et ceux qui font marcher la centrale se sont habitués à cette situation, ils se sont résignés. Pour eux, il y a désormais « l'avant » et « l'après ». Mais ils sont inquiets pour les enfants qui se sont retrouvés sous le nuage radioactif. Les « liquidateurs » recrutés à travers tout le pays sont, eux, obnubilés par la meilleure façon de gagner de l'argent. Aujourd'hui, Tchernobyl est un lieu béni, aussi rentable que le Grand Nord.

Les habitants, eux, posent des questions dont les réponses ne figurent pas dans le livre *Tchernobyl : les faits et les leçons*, publié par la section information du « Kombinat ». Que font dans la zone des soldats de 18-20 ans dont les enfants seront probablement malades ? Pourquoi tant de femmes ? Est-ce parce qu'elles ne seront plus jamais mères ? Pourquoi, dans des villages officiellement vidés de leurs habitants, des enfants jouent-ils sous des panneaux marqués « Radiations » ? Qui sont leurs parents ? Pourquoi les personnes qui ont participé à la lutte contre la radioactivité (à

l'exception des 300 qui ont été officiellement reconnues victimes) n'en obtiennent-elles pas le statut ? Au cours des premiers mois qui ont suivi la catastrophe, on délivrait des attestations qui ont ensuite été déclarées non valables sur ordre du « Kombinat ». Pourquoi, à la fin du temps de travail, les dosimètres indiquent-ils chez tous les « liquidateurs » la même dose d'irradiation, quels que soient le travail et son degré de nocivité ? Pourquoi la zone est-elle devenue un immense réservoir de profiteurs ? Car, outre l'argent, ils reçoivent leur dose de radiations, ce qui ne les empêchera pas d'aller se fondre dans le reste de la population soviétique, sans aucun signe officiel de leur contact avec une réalité qui fait planer une menace de mort sur le présent et sur l'avenir ?

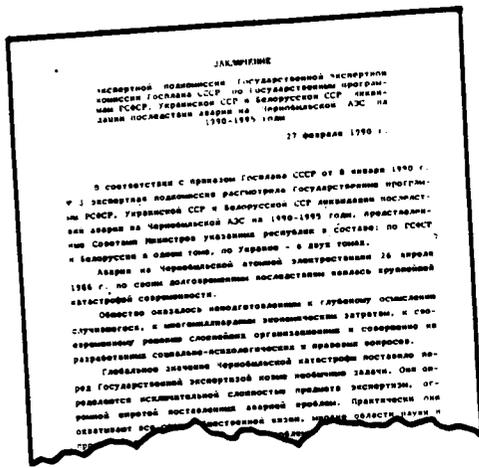
L'activité trépidante qui règne à Tchernobyl ne serait-elle pas, pour le « socialisme réel », une occasion de se renouveler sous une forme idéale, en récupérant l'héritage du Dalstroï (gigantesque chantier, dans les années 30 et 40, où les travailleurs étaient des zeks [2]. NDT). La zone a des allures d'un immense phalanstère, entouré de fils barbelés. Ici, tout est gratuit, tout est uniformisé : les habits, les âmes, les corps et les pensées. Tout le monde mange gratuitement la même nourriture et vit gratuitement dans des foyers. Le Dalstroï produisait de l'or ainsi que d'autres matériaux stratégiques, transformant les hommes en poussière des camps. La zone produit de l'électricité et des cimetières, transformant les gens en malades ou névrosés. S.M.

■ 1. Sociologue et journaliste.

La version originale de ce texte est parue dans la revue soviétique *Le XX^e siècle et la paix*.

■ 2. Détenus au Goulag.





◆◆◆ SANS ACTION CULTURELLE, ON VA A LA DESTRUCTION DES FONDEMENTS DE L'ETAT

La catastrophe de Tchernobyl a mis en évidence et accéléré brutalement le cours de processus négatifs qui se développent déjà dans certains endroits : la communication sociale est complètement détruite, surtout dans les régions planifiées pour être totalement évacuées. Les traditions disparaissent.

Le déplacement massif de la population a porté un coup en premier lieu à l'éducation, c'est-à-dire aux enfants et à la jeunesse, marquant ainsi la voie de l'accélération de la destruction de la société, si des mesures immédiates n'étaient pas prises. (...) Dans la population touchée par la catastrophe apparaît une psychologie malade, cherchant l'issue dans la recherche des coupables. Le « complexe de Tchernobyl » dont elle est atteinte, c'est la perte du « sens de la vie ». On ne peut ignorer la réalité de ce processus tragique qui va en se développant. (...) Dans l'éclairage de ce qui précède l'absence d'un programme complexe et humanitaire socioculturel de sauvetage des valeurs humaines qui anime depuis toujours les populations atteintes par la catastrophe apparaît comme inacceptable. (...) La base de la politique culturelle dans les zones contaminées, là où les aspects ethniques, moraux et sociaux se présentent sous les formes les plus aiguës, la base doit être constituée par glasnost, démocratie et communautarisme (...). Il est indispensable de préparer de façon urgente des documents d'information comportant des cartes relatives aux degrés de contamination... Sans la confiance de la population envers la presse écrite ou parlée, les événements ne peuvent pas se développer normalement, ce qui peut se traduire par la destruction des bases sociales et culturelles de l'existence de l'Etat.

LA POLITIQUE MENE A AGGRAVE LA CATASTROPHE

La zone des 30 kilomètres n'est pas du tout incluse dans les programmes... On a l'impression que ce territoire va devenir propriété terrienne technologique du ministère de l'Energie atomique de l'URSS, que ce sera une zone

« fermée ». Cependant, il ne faut pas oublier que ces endroits resteront pour toujours la petite patrie de milliers de personnes et de leurs descendants qui retourneront sur leurs lieux de naissance visiter les tombes de leurs ancêtres. Aussi, la destruction de la culture, dont celle des cimetières, serait barbare. (...) L'absence d'une information véridique et complète, le fait d'avoir caché aux gens la situation réelle des choses et jusqu'à celle de l'état de santé de leurs enfants, les tentatives des autorités médicales de ne pas lier la dynamique des maladies des populations avec les suites de l'accident, et d'autres facteurs, ont tous été une cause de l'aggravation de la catastrophe, de la dégradation de l'état sanitaire de la population, de l'augmentation des dépenses indispensables et de l'aggravation du climat sociopolitique sur les territoires contaminés.

Les gens utilisaient de façon malade les expressions passées dans le langage courant, telles que « zone de contrôle périodique », « zone de contrôle continu », « zone de contrôle sévère », et leur sens réel, terre dangereuse pour l'habitant, terre très dangereuse pour l'habitant, terre ne convenant pas du tout à l'habitation.

LA QUESTION DE LA SECURITE DE LA POPULATION EST RESTEE SANS REPONSE

Les suites de cette catastrophe seront sensibles dans notre pays pendant longtemps. Dans ces conditions, la mise au point des programmes de lutte contre les conséquences de la catastrophe mérite d'être soutenue. Cependant, cette mise au point a été menée dans des conditions difficiles : bases d'informations insuffisantes, mise sous secret d'une information incomplète et peu qualitative, menant à la crise de confiance de la population vis-à-vis des organes de direction. (...) En définitive, il y a eu des cas où l'on transférait des personnes des zones atteintes vers des régions écologiquement insuffisantes, notamment sur le plan des rayonnements ! (...) Une série de propositions des programmes appellent la contradiction... Aucun des programmes ne comporte de choix scientifique des aires de stockage des déchets radioactifs, ou de leur restockage en ce qui concerne ceux qui sont dans des silos provisoires. Pourtant, l'Ukraine à elle seule en possède 800. (...)

L'étude économique des programmes s'est en fait bornée au calcul des dépenses. Il manque toutes les estimations relatives à la diminution de la charge radiationnelle intégrée. Il en résulte que la question primordiale — comment garantir la sécurité de vie pour toute la population sur le territoire contaminé ? — est restée sans réponse. (...)

Dans les trois programmes, on prévoit le renforcement des avantages pour ceux qui voudront continuer à vivre sur les territoires pollués. Dans

MEDVEDEV ACCUSE

« Le réacteur est intact... » Pendant les heures cruciales qui ont suivi l'explosion, Fomine, un des chefs de la centrale, va s'accrocher à cette version. C'est ce que nous révèle « La vérité sur Tchernobyl », de Gregori Medvedev, lui-même ancien ingénieur de la centrale, qui vient de paraître chez Albin Michel. Un véritable réquisitoire : « Il était lâche, il avait peur de ses responsabilités et il ne pouvait croire en la réalité d'une catastrophe aussi terrible », écrit Medvedev. « Heure après heure, il annonce que la situation radiologique à Pripjat et autour de la centrale est... normale, que la situation est entièrement maîtrisée... », alors même qu'il voit de ses propres yeux le graphite du réacteur répandu autour de lui, preuve qu'il a explosé. Conséquence : on a envoyé à une mort certaine, sans protection, les pompiers et les volontaires accourus. Et à Pripjat, pendant ces heures décisives, on n'a donné aucun ordre de confinement aux gens, les enfants ont continué à jouer dehors tranquillement... « C'était une belle journée de printemps, tranquille, ensoleillée. Les jardins étaient en fleurs », témoigne une jeune femme dans ce livre éprouvant. « Le matin, j'avais fait ma lessive et j'avais étendu mon linge sur le balcon. Le soir, des millions de radionuclides s'y étaient déjà accumulés. Nos enfants sont allés à l'école normalement, ont joué dans les bacs à sable, fait du vélo, leurs cheveux et leurs vêtements étaient déjà très radioactifs, mais nous n'en savions rien. »

PEUT-ON LAISSER FAIRE LE PROFESSEUR PELLERIN ?

les conditions de manque de marchandises et de confort, ceci paraît être une sorte... d'invitation à rester, un encouragement de l'Etat aux citoyens qui prendront la décision de se faire objectivement du mal à leur santé.

Ceci est confirmé par l'exemple de Poleskoe, dans la région de Kiev, dont la population s'est accrue, ces trois dernières années, de 500 personnes; attirées par l'amélioration du confort et de l'approvisionnement. Et, aujourd'hui, se pose la question d'évacuer au moins 70 % des familles!

Tous les programmes perdent leur sens car ils sont bâtis sur le critère de la possibilité de vivre dans la zone polluée, mais ne disent rien sur la réalité de cette vie. (...) La documentation cartographique est complètement absente des trois programmes : rien sur la dispersion spatiale des pollutions radioactives ; rien sur la contamination des fleuves et bassins d'eau, sur les sources potables ; sur la pollution des sols, végétations, forêts et productions agricoles ; sur l'état des lieux de stockage de déchets radioactifs ; sur le pronostic de la diffusion de la pollution par des agents vecteurs tels que le vent, les eaux de surface et souterraines.

Aucun des programmes n'a examiné le problème d'alimentation en eau ainsi que celui des personnes à évacuer et des personnes restant sur place. Pourtant, rien qu'en Biélorussie, il faut trouver pour l'alimentation près de 60 000 mètres cubes d'eau potable par jour ! (...) La sous-commission des experts remarque que les cartes de la situation radiologique fournies par le Comité d'Etat de la météorologie sont insuffisantes pour faire un pronostic sérieux des doses d'irradiation de l'homme, ainsi que de l'action des radiations sur les écosystèmes, donc insuffisantes, en fin de compte, pour toute prise de décision.

DES ERREURS DE PLUS OU MOINS 30 % DANS LES EVALUATIONS

Les mesures de concentration en césium 137 comportent des erreurs de plus ou moins 30 %, allant jusqu'à 50 %. (...) On craint que les terres soustraites à la production (trop contaminées) soient des foyers de maladies infectieuses d'origine zoologique ainsi que des foyers de plantes et d'animaux nuisibles. (...) On ne peut pas être d'accord avec la liquidation des suites de la contamination dans la république de Russie, si elle prend uniquement en compte la région de Briansk, et encore en partant d'un niveau de contamination de 15 curies au kilomètre carré, alors que, dans des endroits similaires en Suède, les avantages sociaux et les contrôles médicaux commencent pour une contamination de 1 à 3 curies au kilomètre carré. Selon cette façon de voir, les zones de Toula, Orlov et probablement la république de Lettonie devraient se retrouver dans une zone de contrôle renforcé.



Cette position m'est apparue limites d'intervention revenant comme une position sectaire, à une dose moyenne annuelle de 1 à 1,5 rem, le professeur comme elle pourrait même dire comme celle d'un groupe mafieux. Pellerin se met hors la loi. En France, le décret du 18 avril 1988 est formel : « L'équivalent de dose maximal reçu en profondeur au cours d'une année ne doit pas dépasser 0,5 rem. » Cela n'a pas échappé à la Commission régionale indépendante d'information sur la

sons qu'il nous faut des médecins indépendants et non des médecins qui ont travaillé toute leur vie avec ces espèces de compagnies atomiques. » Ce propos on ne peut plus sévère est du député d'Ukraine Youri Tchcherbak. Il vise nommément le professeur français



PIERRE PELLERIN PHOTO AFP

Pierre Pellerin, chef du Service central de protection contre les rayonnements ionisants. Invités en juin 1989 par le gouvernement soviétique, dans le cadre d'une mission de l'OMS, le professeur Pellerin et deux autres experts ont en effet déclaré que « dans l'hypothèse où on leur aurait demandé de fixer la limite de dose cumulée durant la vie, ils se seraient prononcés en faveur d'une limite de dose de deux à trois fois 35 rems » (1). Une affirmation d'une extrême gravité. En effet, dans les zones où la contamination dépasse la limite de 35 rems sur soixante-dix ans de la vie d'un homme, les populations, selon les normes soviétiques, doivent être évacuées. En se prononçant pour des normes deux à trois fois plus élevées, le professeur Pellerin désapprouve les mesures d'évacuation prises où à prendre pour des dizaines de milliers de personnes. En recommandant des

radioactivité (Criirad), Ecoropa France, le GSIEN, la Bulle bleue, qui ont adressé le 8 avril une lettre ouverte au ministre de la Santé, Claude Evin : « Est-ce sur votre ordre que ce fonctionnaire préconise à l'étranger des limites hors réglementation ? Et si oui, est-ce là les limites que vous utiliserez en cas de situation post-accidentelle en France ? » lui demandent-ils en substance. Rappelant les carences graves concernant l'évaluation des retombées radioactives sur le territoire français après l'accident de Tchernobyl, la Criirad a demandé, par la voix de sa présidente, Michèle Rivasi, la démission du professeur Pellerin. Les déclarations du professeur Pellerin prouvant qu'il est irresponsable de lui confier la sécurité de nos vies, on ne peut qu'approuver une telle demande.

M.-J. B.

■ 1. Unité de mesure de l'effet biologique des radiations.

